

Édito :

Encore un nouveau service d'urgence menacé faute de professionnels à Montluçon. La population se mobilise, comme à Luçon, Marmande, Draguignan ... La pénurie de médecins a été construite depuis des décennies par les gouvernements successifs pour faire des économies et satisfaire les syndicats médicaux les plus corporatistes. Il faudra des années pour la corriger, encore faut-il en prendre tout de suite la décision en en donnant les moyens aux facultés de médecine.

Mais d'autres mesures urgentes sont nécessaires : la dégradation s'emballe car les médecins, comme les infirmières et les autres personnels quittent l'hôpital public. Il faut les écouter. Ils ne veulent pas de la qualité de papier, celle avec laquelle Orpéa se justifie malgré les charges accablantes. Ils veulent une vraie qualité, celle d'un hôpital tourné vers les besoins des malades, plutôt qu'avec l'œil rivé sur les chiffres de rentabilité, celle d'un hôpital qui respecte leur éthique : il faut leur en donner les moyens. Leur éthique, c'est cela le sens d'un vrai service public, à développer aussi pour les personnes âgées. C'est de cela dont la population, les usagers ont besoin !

Les personnels hospitaliers seront mobilisés le 8 mars, journée internationale de lutte des femmes. Ce n'est pas sans raison ! A niveau d'études équivalent, les métiers du soin et du social sont souvent moins payés, car majoritairement ceux de femmes. Mais ce sont aussi souvent les femmes qui sont les principales aidantes, par la force des choses, comme lorsque l'hôpital renvoie à domicile le grand-père ou la grand-mère malgré des soins encore lourds. C'est pareil pour les enfants malades : encore trop fréquemment c'est la femme qui doit prendre des jours de congés car pour un homme « ça ne se fait pas » ! Et on s'étonne de déroulement de carrières différents.

Avec toutes les organisations féministes, avec les organisations de soignants, la Coordination appelle à participer aux actions du 8 mars.

Michèle Leflon

[L'appel commun](#)

Sommaire :

- **L'écho des comités : pages 2 à 5**
- **Autres infos locales : page 6**
- **Dossiers : pages 7 et 8**
 - Transformer le système de santé
 - EHPAD
 - Déserts médicaux
 - De nos partenaires
- **Culture et santé : page 9**

L'écho des comités :

SUD-YVELINES - 78

Le collectif réclame un centre de santé

	FLASH INFOS 9 février 2022
C'EST L'INTERÊT DES HABITANTS ! «Nous ne sommes pas prêts à avoir des médecins salariés de la ville» déclarait récemment le Maire de Rambouillet dans Toutes les Nouvelles. Ce n'est pas le problème puisque ce sont les habitants de tout Rambouillet Territoire jusqu'à la plus petite commune qui ont besoin d'un centre de santé. C'est donc à la communauté d'agglomération d'en prendre la responsabilité qui ne se limiterait d'ailleurs pas à salarier des médecins. Cette posture idéologique est celle qui a instauré le funeste NUMERUS CLAUDUS diminuant le nombre de médecins formés.	UN CENTRE PUBLIC DE SANTE POUR NOTRE TERRITOIRE C'EST URGENT ! POUR UN CENTRE DE SANTE SUR NOTRE TERRITOIRE ! Répondez à notre questionnaire ! (un exemplaire de celui-ci est au dos du document) Nous vous le remettrons de la main à la main sur le marché ou ailleurs dès que les conditions sanitaires le permettront ! Il est disponible sur notre site : l'adresse est en bas de page ou scannez le flash code en haut à droite avec votre téléphone portable ! Envoyez-le nous par la poste : l'adresse est ci-dessous ! Aidez-nous à le faire remplir ! Nous les remettrons aux élus dès que nous en aurons suffisamment. Nous organiserons début 2022, si la situation sanitaire le permet, une réunion publique pour en débattre.

[Le flash infos n°9](#)

DOUARNENEZ - 29

Communiqué : des moyens humains et matériels pour les EHPAD

Le Comité des Usagers de l'Hôpital de Douarnenez estime que le scandale des mauvais traitements survenus dans un EHPAD de la société ORPEA ne doit pas faire oublier la situation désastreuse et dramatique dans un très grand nombre d'EHPAD. Certes la situation est particulièrement scandaleuse dans le cas des établissements d'ORPEA, de KORIAN et d'autres sociétés privées, guidées par la recherche de profits et co-financés par l'argent public, en faisant payer très cher l'hébergement qui est à la charge des résidents. Mais la situation n'est pas meilleure dans les EHPAD publics ou associatifs. Les personnels n'y font pas ce qu'ils devraient faire, parce qu'ils ne sont pas assez nombreux. et ce ne sont pas les salaires qui leur sont versés qui vont inciter à venir y travailler dans des conditions difficiles (avec un taux d'accidents du travail et de maladies professionnelles plus élevé que dans le Bâtiment et les Travaux Publics). Cela est la conséquence, comme l'a déclaré le président de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA), du sous-financement du secteur, organisé depuis 20 ans par l'Etat et les départements.

[La suite du communiqué](#)

MARMANDE - 47

L'association s'adresse au directeur de L'ARS à propos de l'installation de la maison médicale de garde à l'hôpital pour renforcer les urgences et assurer un meilleur accès aux soins pour tous

[Le courrier](#)

ARDENNES - 08

Menaces sur l'hôpital de Sedan, en particulier sur la maternité

Le comité a demandé un RV avec l'ARS et la direction de l'hôpital sans réponse à ce jour. Une rencontre est prévue le 16 avec le maire de Sedan.

Une pétition est en cours de signature qui vient d'être mise sur internet :

<https://chnng.it/KYRkQ7G7LK>

[Le communiqué](#) de presse

GUINGAMP -22

Rassemblement le 5 mars pour l'hôpital



LURE - 70

Le CV70 se bat toujours pour son hôpital de jour de neurologie

[Le communiqué du 17/02/22](#)

[Le communiqué de soutien de la Coordination du 18/02/22](#)

[AG du CV 70 le 9 mars](#)

REIREMONT - 88

Quand la libéralisation du marché des appareils de radiologie est en cause

[Le courrier du comité aux parlementaires](#)

[La question écrite du sénateur Rietmann](#)

DOLE - 39

Le comité toujours mobilisé

Après son Assemblée générale et la rencontre avec les élus du territoire, le comité reste à l'offensive pour défendre la chirurgie à l'hôpital Pasteur, l'accès aux soins pour toutes et tous et une protection sociale de haut niveau (sécu).

[Le flash info 53](#)

MONTLUÇON - 03

Les urgences en danger

Depuis plusieurs années le comité de défense de l'hôpital public de Montluçon dénonce les attaques répétées contre le système de santé et hospitalier, mais le gouvernement reste sourd et continu dans sa démarche destructive !

L'hôpital de Montluçon voit son service d'urgences en grande difficulté, il manque une quinzaine de médecins urgentistes pour pouvoir assurer les soins !!

Les personnels appellent à la grève, et dès vendredi 18 une manifestation devant les urgences est organisée à laquelle le comité a invité adhérents et sympathisants à venir nombreux soutenir les agents. Trois cent personnes ont répondu à l'appel.

[L'article de la Montagne](#) du 8/02/22

[L'article de la Montagne](#) du 12/02/22

TOUL - 54

Le point sur la situation



La situation est critique à l'hôpital de Toul. Il manque notamment d'anesthésistes, ce qui touche principalement le bloc opératoire et la maternité, obligeant certains patients à aller jusqu'au CHU de Nancy. Un rassemblement était organisé le samedi 12 janvier.

[Le point sur Radiodéclic](#)

CHÂTEAUDUN - 28

Châteaudun : le comité rencontre la vice-présidente du conseil départemental en charge de la solidarité, l'autonomie et la santé



[Le compte-rendu de la rencontre](#)

3000 signatures contre le forfait patient urgence



Le Collectif du Centre hospitalier d'Amilly s'est rendu en délégation le 11 février dernier à l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire pour rencontrer le directeur et lui remettre les 3 000 signatures recueillies dans une quinzaine de communes du Montargois pour s'opposer au forfait patient urgence qui pénalise les plus précaires et les familles aux revenus modestes. Derrière une volonté de "simplification" affichée par le gouvernement, il s'agit en réalité pour lui de limiter le flux des consultations dans les services d'Urgences, en situation d'extrême tension, de faire des économies sur le dos des patients et usagers et de transférer les restes à charge sur les mutuelles privées avec pour conséquence, une hausse continue des cotisations (entre 4% et 12% en moyenne cette année).

[Les explications et la lettre à la préfète](#)

Autres infos locales :

NIORT - 79

Des lits toujours fermés en psychiatrie

[L'article de la Nouvelle République du 5 février](#)

AUBERVILLIERS - 93

Le préfet casse la grève des salariés de l'hôpital européen

[Le tract](#)

DRAGUIGNAN - 83

La mobilisation pour la réouverture des urgences de nuit se poursuit chaque vendredi

200 manifestants le vendredi 18 février

[L'article de Var Matin](#)

Dossiers :

TRANSFORMER LE SYSTÈME DE SANTÉ

A l'approche des élections présidentielles, les propositions se multiplient. On peut être d'accord, pas d'accord ... mais elles sont à connaître !

[Les propositions de l'Ordre des médecins](#)

[L'hôpital public en crise peut-il renaître?](#)

par Philippe Bizouarn, membre du collectif interhôpitaux

Propositions du SMG (Syndicat de la Médecine Générale) sur l'organisation territoriale de la santé

Ce texte, qui peut sembler utopique, sert à nourrir la discussion et le SMG aimerait donc des réactions.

[Le texte](#)

Journées d'études « La santé pour toutes et tous, la santé partout », organisées en commun par Médecins du Monde et les Mutuelles de France

[La première demi-journée du 3 février](#) comportait deux tables rondes :

- Table ronde 1 : « Quelles régulations possibles pour permettre un égal accès aux soins pour toutes et tous ? », avec le Collectif interhospitalier, le Syndicat de la médecine générale, des centres de santé communautaires et mutualistes...

-Table ronde 2 : «L'accès pour tous.tes aux médicaments et produits de santé des systèmes de santé soutenables et universels », avec Gaëlle Krikorian, AIDES, MDM et l'OMS.

[La seconde demi-journée du 9 février](#) avait comme thème « Quelle Sécurité sociale vraiment universelle ? », avec Colette Bec, auteure de « La Sécurité sociale, une institution de la démocratie », Caroline Izambert, thèse sur l'histoire de la couverture maladie des pauvres et des étrangers, Pascale Vatel de la FMF.

EHPAD

Ehpad privés : "Le système est en train de s'écrouler", estime un ex-délégué syndical CGT chez Orpea

[Le reportage de Franceinfo du 8 février 2022](#)

DÉSERTS MÉDICAUX

[Le point dans Ouest France du 13 février](#)

**Formation des jeunes médecins :
coup de frein à la reconnaissance de maîtres de stage**

[Le communiqué](#)

Et remise en cause du statut des praticiens hospitaliers

[Le communiqué du SNPHARE](#)

DE NOS PARTENAIRES

Le printemps des services publics

Alors que nos services publics sont aujourd'hui au bord de la rupture, la campagne du Printemps des services publics vise à mettre ce sujet au cœur des échéances électorales de 2022.

Initiée par les collectifs Nos services publics, Convergences services publics et Vive les services publics, cette campagne rassemble aujourd'hui un arc large et inédit sur ce sujet : citoyen·ne·s, agent·e·s et fonctionnaires de tous les secteurs, militant·e·s des droits de l'homme, écologistes, féministes, intellectuels, syndicalistes, artistes, etc.

Le Printemps des services publics culminera le 19 mars, avec le Jour du printemps : débats, échanges et interpellation partout en France.

[L'appel ouvert à la signature de toutes et tous](#)

Appel au président de la République pour la levée des brevets sur les vaccins

Une adresse au Président de la République a été signée par de multiples partenaires (et évidemment par la Coordination)

Monsieur le Président,

Vous avez inauguré votre présidence de l'Union européenne par un refus opposé à la demande légitime de lever les brevets, portée par l'Inde et l'Afrique du Sud, qui seule permettrait enfin que toute la population mondiale ait accès aux vaccins, tests et traitements anti-covid.

Cette disposition est pourtant prévue par les accords de l'OMC. Elle est soutenue par une majorité des États, de très nombreuses ONG, des scientifiques ou professionnels de santé.

[La suite de la lettre et les signataires](#)

Culture et santé :

Santé et logiciel libre - « Maître et serviteur » - Digital rime avec médiéval

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Afrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/> Facebook <https://www.facebook.com/Coordinationdefensesante>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Secrétaire : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02

Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landas@sfr.fr

Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87